

La lutte contre la pauvreté urbaine au Kenya

Wendy E. Taylor

Cet article est basé sur les résultats d'une recherche consacrée à l'utilisation, au niveau local, du Programme pour l'habitat pour lutter contre la pauvreté urbaine au Kenya. Cette étude est financée par le Département pour le développement international du Royaume-Uni.

Cette recherche met en lumière les principaux obstacles à l'utilisation local du *Programme pour l'habitat* au Kenya. Le premier, et le plus important, de ces obstacles est la méconnaissance du *Programme pour l'habitat* et de son utilisation possible au niveau politique pour lutter contre la pauvreté, principalement grâce au développement local.

Il n'y est fait aucune référence dans la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté 2001-2004. Mais même si le *Programme pour l'habitat* était mieux connu dans le pays, la recherche montre que la route pour son application au niveau local serait encore semée de nombreuses embûches. En effet, les mécanismes de décentralisation sont pratiquement inexistant ; la plupart des autorités locales consacrent pratiquement toute leur énergie à gérer la crise et à parer au plus pressé, ce qui leur laisse peu de place pour la définition de politiques et la planification stratégique ; enfin le rôle accordé aux acteurs locaux dans l'application des politiques nationales est minime.

Mais la recherche montre aussi l'importance de l'activisme au niveau local – les initiatives et les activités novatrices menées par la base pour la base et qui implicitement contribuent à l'application locale du *Programme pour l'habitat*. Non seulement le Kenya a constitué un dossier bien étoffé de Meilleures pratiques dans le cadre du Programme ONU-HABITAT sur les Meilleures pratiques et la gestion locale, mais de nombreuses autres initiatives très diverses de lutte contre la pauvreté par le développement local sont en cours dans le pays.

Toutes les Meilleures pratiques locales analysées au cours de la recherche se sont avérées toucher à un ou à plusieurs aspects de la bonne gouvernance urbaine telle définie dans la campagne mondiale d'ONU-HABITAT sur la gouvernance urbaine et donc contribuent à améliorer la gouvernance au niveau local.

Mais qu'est-ce qui a été fait jusqu'ici pour faire passer ces activités dans le domaine public? Comment exploiter efficacement l'impact potentiel de tous

ces efforts locaux pour qu'on puisse en conclure sans aucune réserve que réellement le *Programme pour l'habitat* est appliqué au niveau local au Kenya?

L'établissement de liens constructifs entre les autorités locales et les ONG serait l'un des moyens. Jusqu'ici la majorité des projets locaux étaient menés par des ONG ou d'autres organisations de la société civile avec une grosse assistance financière des organismes d'aide au développement. La plupart du temps, ces projets étaient conçus et exécutés sans même consulter les autorités locales parce que celles-ci étaient considérées comme étant des interlocuteurs difficiles aux capacités de toute façon trop limitées. Les autorités locales gardaient aussi leurs distances en considérant ces organisations avec suspicion et en leur reprochant d'agir sans les consulter et d'usurper leur rôle politique et de fournisseurs de service. Mais cette situation est en train de changer et de plus en plus fréquemment des partenariats sont conclus entre les deux parties. Il faut encourager cette évolution en sensibilisant les deux parties et en développant les capacités nécessaires pour pouvoir tirer parti de leurs avantages comparés. Les ONG ont les moyens de lancer des approches pilotes et novatrices et les autorités locales peuvent en faciliter la réalisation en fournissant le cadre réglementaire.

Une autre solution est aussi d'encourager la collaboration entre les ONG et les organisations communautaires. Jusqu'ici, la coordination et la communication entre ces deux parties étaient plutôt limitées. Travailler de façon indépendante, « chacun de son côté », réinventer la roue, telle était jusqu'ici la tendance qui prévalait et qui les a fait complètement passer à côté des énormes possibilités que pouvaient offrir l'échange d'expériences et d'enseignements, la création de synergies, la reproduction et l'expansion des projets. Mais la situation là aussi est en train de changer.

Nous devons faciliter ce type de relation horizontale en créant un forum sur la lutte contre la pauvreté urbaine au niveau local qui fera le lien au niveau national. Le Comité national pour

l'habitat, restructuré et élargi, pourrait peut-être jouer ce rôle.

Nous devons aussi assurer le lien entre la définition des politiques et le travail sur le terrain pour que les Meilleures pratiques locales puissent influencer la définition des politiques nationales. Dans le contexte actuel, cela signifie notamment que les enseignements tirés des projets et méthodes ayant contribué à l'application au niveau local du *Programme pour l'habitat* puissent être transmis aux niveaux de décision supérieurs pour étayer les politiques relatives à la lutte contre la pauvreté urbaine.

Les autorités locales et le gouvernement national doivent développer des relations constructives pour faciliter la transmission verticale des pratiques afin qu'elles puissent étayer la définition des politiques. Les résultats obtenus au niveau local prouvent que les autorités locales ont un rôle important à jouer, au niveau local, dans la concrétisation des politiques nationales et dans la lutte contre la pauvreté urbaine.

Si de telles mesures étaient adoptées, alors l'application locale du *Programme pour l'habitat* au Kenya ne se ferait pas seulement par défaut mais aussi par volonté.

Wendy Taylor est chargée de recherches et a participé à plusieurs projets de DFID, entre autres à des études de cas au Kenya. La recherche à laquelle se réfère cet article a été menée en collaboration avec Saad S. Yahya.

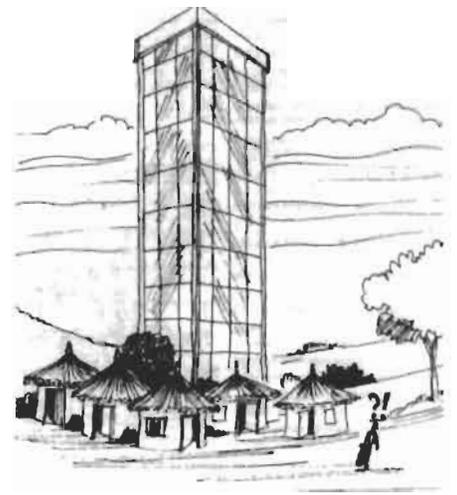


Illustration © UN-HABITAT/P.Wambu